



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.

Université de Kara
**Une rentrée doctorale P.7
solennelle pour façonner
les chercheurs de demain**

N° 951 du 11 février 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité



Togo-transformation agricole

Cap renforcé dans la Binah et à Dankpen P.3

Barkoissi P.6
Deux forages d'eau potable remis aux populations grâce au Président du Conseil



Eau partagée, vision commune
Les experts du bassin du Mono en conclave à Lomé P.7



Pya en recueillement

UNE VEILLÉE DE PRIÈRE MARQUE LE 21^E ANNIVERSAIRE DU PÈRE DE LA NATION

La commémoration du 21^e anniversaire du rappel à Dieu du Président Gnassingbé Eyadéma, Père de la Nation, a été mar-

des hommages dédiés à l'ancien Chef de l'État. Dans une atmosphère de recueillement et de communion, le Président du Conseil,

a pris part à cette veillée empreinte de solennité. Rythmée par des lectures bibliques, des cantiques, des prestations de chorales et des

tion, rappelant son œuvre, son sens du devoir et son engagement constant en faveur de la paix, dont l'héritage continue de marquer durablement la conscience nationale et africaine.

Au cours de cette veillée, des prières ont également été élevées pour la protection divine du Président du Conseil, pour le renforcement de l'unité na-

multanément dans les églises et les mosquées des chefs-lieux des préfectures à travers le pays, traduisant un hommage national et interconfessionnel aux idéaux de l'ancien Président de la République.

La commémoration du 21^e anniversaire du rappel à Dieu du Président Gnassingbé Eyadéma se poursuit



quée par une veillée de prières et de chants dans la soirée du 4 février 2026 à Pya, au domicile de l'illustre disparu. Ce moment de profonde ferveur spirituelle a marqué l'ouverture officielle

Faure Essozimna Gnassingbé, entouré des membres de la famille du Père de la Nation, ainsi que de nombreuses autorités administratives, politiques, militaires, traditionnelles et religieuses,

prières d'intercession, la cérémonie a été conduite par des prédicateurs de l'Église Évangélique Presbytérienne du Togo (EEPT). Les officiants ont rendu un vibrant hommage au Père de la Na-

tionale et pour la prospérité du peuple togolais, dans un esprit de foi et d'espérance partagées.

Dans le même élan de recueillement, des séances de prières ont été organisées si-

ce 5 février 2026 au Palais des Congrès de Kara, avec une prière œcuménique, point culminant de ces moments de méditation et de mémoire collective.

La Rédaction

À L'OMBRE DU BAOBAB, LE SOUVENIR D'EYADÉMA DEMEURE VIVANT

05 février 2025- 05 février 2026, 21 ans, que le président Eyadéma, père de la nation togolaise, nous quittait. A l'occasion de cette date anniversaire du rappel à Dieu de celui que les togolais appelaient affectueusement "LE

réflexion, s'inscrit dans la dynamique nationale de transmission et de valorisation de l'héritage historique du Togo. Prenant la parole, le ministre de l'Administration territoriale, le Colonel Hodalo Awate, président national du

contexte mondial traversé par des tensions et de profondes recompositions. Au nom du gouvernement, il a salué avec un profond respect l'engagement du Doyen des Sénateurs et ancien ministre Henri Koudjolou Dogo, auteur de l'ouvrage, pour sa contribution remarquable à la préservation et à la valorisation du patrimoine moral et politique togolais.

Le ministre a également exhorté la jeunesse, les acteurs politiques et ceux de la société civile à s'approprier la substance de cette œuvre, à en faire un socle de réflexion et un guide du vécu quotidien, nourri par le patriotisme, la dignité, le civisme, la citoyenneté, le panafricanisme, le sens du service public et la quête de l'excellence. Publié aux éditions Graines de Pensée, « À l'ombre du Baobab » est un vibrant témoignage sur la vie, l'œuvre et l'héritage culturel, politique et diplomatique du Général Gnassingbé Eyadéma. Le choix du titre, hautement symbolique, renvoie au baobab, arbre emblématique des sociétés africaines, incarna-

tion de la force, de la sagesse collective, du temps long, du rassemblement communautaire et de la cohésion sociale. À l'image de cet arbre majestueux, le Père de la Nation demeure un repère mémoriel durable, éclairant les consciences et nourrissant la construction nationale.

À travers des chapitres évocateurs tels que « Ici a commencé l'histoire », « Eyadéma au pouvoir », « Le Baobab s'enracine » et « L'aigle s'en est allé », l'auteur retrace les grandes lignes d'une époque marquée par la stabilité et l'édification de l'État, tout en partageant ses souvenirs de collaboration avec le Père de la Nation. L'ouvrage s'inscrit ainsi dans la continuité de la vision éducative et culturelle du feu Président Gnassingbé Eyadéma, fondée sur la formation de citoyens enracinés dans les valeurs africaines, conscients de leur histoire et ouverts au monde.

Au-delà de sa dimension mémorielle, le livre se présente comme un outil d'éducation civique et un support de réflexion scientifique sur la construction de l'État postcolonial africain. À ce titre, des

exemplaires ont été dédiés à la jeunesse togolaise présente à la cérémonie, notamment aux étudiants de l'Université de Kara, aux élèves des écoles militaires et à ceux de plusieurs instituts de la région.

Exprimant sa gratitude, l'Honorable Henri Koudjolou Dogo a salué la présence et les orientations du Président du Conseil, y voyant un témoignage fort de l'attachement constant des plus hautes autorités de l'État à la préservation de la mémoire nationale et à la valorisation des grandes figures de l'histoire du pays.

En ce 05 février 2026, la dédicace de « À l'ombre du Baobab » s'impose comme un temps fort de transmission et de réflexion sur l'héritage politique, économique, diplomatique et culturel du Père de la Nation. À travers cet hommage, le Togo réaffirme son attachement aux valeurs républicaines incarnées par le Général Gnassingbé Eyadéma et renouvelle son engagement à en faire un socle vivant pour l'avenir.

La réaction



BAOBAB", la mémoire collective togolaise s'est enrichie d'un moment solennel et profondément symbolique avec la dédicace de l'ouvrage « À l'ombre du Baobab », en présence du Président du Conseil, Faure Gnassingbé. La cérémonie, tenu le mercredi 04 février 2026, empreinte de recueillement et de

comité d'organisation des hommages, a souligné la portée de l'événement, bien au-delà d'un simple acte littéraire. Il a rappelé que la mémoire, loin d'être un refuge nostalgique, constitue un levier stratégique de compréhension du présent et d'orientation de l'avenir, particulièrement dans un

Grands Lacs, paix africaine et coopération Sud-Sud

FAURE GNASSINGBE EN VISITE STRATEGIQUE A LUANDA

Le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, a effectué le lundi 9 février 2026 une visite de travail à Luanda, en République d'Angola, à l'invitation de son homologue João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola et Président en exercice de l'Union africaine. Cette mission diplomatique de haut niveau, confirmée par une communication du chef de l'Etat togolais, s'inscrit dans une dynamique à la fois bilatérale, régionale et continentale, à un moment clé de l'agenda africain.

A Luanda, les deux dirigeants ont tenu des échanges approfondis en tête-à-tête autour du renforcement de la coopération entre le Togo et l'Angola, avec la volonté affichée d'explorer de nouveaux axes de partenariat mutuellement bénéfiques. Dans un contexte africain marqué par des défis sécuritaires, économiques et institutionnels majeurs, Lomé et Luanda entendent consolider un dialogue politique constant et pragmatique, fondé sur la solidarité africaine et la convergence des intérêts stratégiques.

Au-delà des relations bilatérales, cette rencontre a été largement consacrée aux grandes questions régionales et continentales, notamment la paix, la sécurité et l'intégration africaine. Les discussions ont porté avec une attention particulière sur la situation préoccupante dans la région des Grands Lacs, et plus spécifiquement sur la crise persistante à l'Est de la République démocratique du Congo, qui demeure l'un des dossiers les plus sensibles de l'Union africaine.

En sa qualité de Médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs, Faure Gnassingbé poursuit une démarche fondée sur le dialogue inclusif, la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et la mobilisation des partenaires régionaux et internationaux. Son engagement vise à favoriser une solution politique durable, capable de restaurer la confiance entre les parties et de jeter les bases d'une stabilité pérenne dans cette zone stratégique du continent.

Cette visite intervient à quelques jours de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, renforçant ainsi sa portée politique. Elle contribue à la clarification des positions, à l'harmonisation des analyses et à la préparation des décisions majeures attendues lors de ce sommet, notamment en matière de gestion des crises sécuritaires et de gouvernance de la paix en Afrique.

Entre Faure Essozimna Gnassingbé et João Manuel Gonçalves Lourenço, les consultations sont régulières et s'inscrivent dans la durée. La rencontre de ce jour à Luanda illustre la solidité de ce dialogue et la volonté commune des deux dirigeants de jouer un rôle actif au sein de l'Union africaine, pour une Afrique plus intégrée, plus stable et résolument engagée sur la voie de la paix et du développement.

La rédaction

Togo-transformation agricole

CAP RENFORCÉ DANS LA BINAH ET À DANKPEN

Engagé à faire de l'agriculture un levier stratégique de croissance, de création de richesse et de souveraineté alimentaire, le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, est allé le 1er février dernier, auprès des producteurs agricoles des Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) dans les préfectures de Dankpen et de la Binah, au nord du Togo.

À Guérin-Kouka, dans la préfecture de Dankpen, le Président du Conseil s'est rendu au Centre de transformation agricole (CTA), où il a échangé sans détour avec les exploitants des ZAAP. Les discussions ont porté sur les réalités du terrain, les difficultés rencontrées et les solutions à mettre en œuvre pour accélérer le développement d'une agriculture moderne, inclusive et performante. Pour Faure Gnassingbé, ces rencontres visent à construire ensemble des réponses adaptées aux défis du secteur. « Le gouvernement seul n'a pas toutes les solutions, pas plus que les producteurs. Mais nous partageons un objectif commun : produire, nourrir et assurer le bien-être des familles togolaises », a-t-il souligné.

Le Président du Conseil a réaffirmé sa volonté de professionnaliser les ZAAP afin d'améliorer durablement les conditions de vie des producteurs et de consolider la stratégie nationale d'autosuffisance et de souveraineté alimentaires. Insistant sur l'enjeu, il a rappelé que le Togo dispose des capacités nécessaires pour nourrir sa population et réduire sa dépendance aux importations, dont le coût pèse sur les ressources nationales.

Pour traduire cette ambition en actes, Faure Gnassingbé a procédé à la remise d'importants équipements agricoles aux exploitants du CTA de Guérin-Kouka, notamment douze tracteurs et douze motoculteurs, destinés à renforcer la mécanisation et la productivité des exploitations.



Dans la même dynamique, le Président du Conseil s'est ensuite rendu dans la préfecture de la Binah, où il a échangé avec les producteurs de Tchikawa, accueillis dans une atmosphère chaleureuse. Constatant les progrès réalisés au sein des huit ZAAP de la localité, il a salué le rôle pionnier des producteurs et les résultats obtenus en matière d'autosuffisance alimentaire, tout en les encourageant à poursuivre leurs efforts pour servir de modèle à d'autres initiatives à travers le pays.

Réaffirmant sa vision d'une nouvelle agriculture togolaise axée sur la réduction de la pauvreté en milieu rural, le Président du Conseil a assuré du soutien constant de l'Etat à travers la promotion des ZAAP, la mécanisation agricole et la mise en place continue d'infrastructures socio-économiques de base. A cet effet, d'autres lots d'équipements et de matériels agricoles ont également été mis à la disposition des ZAAP de la Binah.

À Guérin-Kouka comme à Tchikawa, les producteurs ont exprimé leur reconnaissance au Président du

Conseil pour sa politique de proximité et de développement rural, rendue possible par des mécanismes innovants tels que les ZAAP, les projets connexes et la création de l'Agence de transformation agricole (ATA). Les préfectures de Dankpen et de la Binah disposent chacune d'un Centre de transformation agricole, l'une des composantes clés de l'écosystème de l'Agropole de Kara, dédié à l'agrégation des productions, à l'offre de services financiers et non financiers, ainsi qu'au prétraitement des produits agricoles.

Au nom du gouvernement, le ministre de l'Agriculture, Gbégbéni Lékpa, a exhorté les producteurs à travailler dans l'unité et la solidarité, à respecter les conditions des programmes de soutien et à assurer une bonne maintenance des équipements reçus. Avec 16 ZAAP à Dankpen, 8 à la Binah et un total de 231 ZAAP à l'échelle nationale, dont une vingtaine d'excellence, le Togo confirme sa détermination à s'imposer comme un pôle agricole de référence et d'exportation en Afrique de l'Ouest.

LM

Kozah, Doufelgou, Kéran

IMMERSION SECURITAIRE DU MINISTRE MADJOULBA

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Colonel Calixte Batossie Madjoulba, a effectué le vendredi 6 février 2026 une tournée de terrain dans les préfectures de la Kozah, de Doufelgou et de la Kéran, marquant ainsi la volonté du gouvernement de renforcer l'efficacité opérationnelle des forces de sécurité au plus près des réalités locales.

Cette visite de travail a conduit le ministre dans plusieurs unités territoriales de la police nationale et de la gendarmerie nationale. À Niamtougou, Défalé et Kantè, il s'est rendu aussi bien dans les commissariats de police que dans les brigades territoriales de gendarmerie. La tournée s'est poursuivie à la brigade territoriale de Kadjala, au commissariat de police et à la brigade territoriale de Broukou (Agbassa), à la brigade territoriale de Sarakawa, avant de s'achever au poste de police de Tchitchao.

Sur chaque site, le ministre Madjoulba a pris le temps d'évaluer les conditions de travail des agents, d'échanger avec les responsables d'unités et de recueillir les préoccupations spécifiques liées

à l'exercice de leurs missions. Cette démarche visait à identifier les difficultés rencontrées sur le terrain afin d'y apporter des réponses concrètes, à travers des orientations et des instructions adaptées à chaque contexte local.

Au cœur de ses échanges, le message du ministre est resté constant : la sécurité durable repose sur la proximité avec les populations et sur une coproduction active de la sécurité, impliquant étroitement les autorités locales et les communautés. Il a insisté sur l'importance d'entretenir des relations de confiance avec les citoyens, condition essentielle pour un renseignement de qualité et une prévention efficace des menaces.

Face à la criminalité et au risque terroriste, le Colonel Madjoulba a rappelé que les forces de défense et de sécurité ne peuvent agir efficacement sans l'appui des populations. La collaboration



citoyenne, a-t-il souligné, demeure un levier stratégique indispensable pour anticiper et neutraliser les menaces. La tournée a également été mise à profit pour visiter les domaines fonciers appartenant à la police nationale et à la gendarmerie nationale. Cette étape a permis d'apprécier le positionnement stratégique des sites destinés à accueillir de futurs projets de construction de commissariats et de brigades, dans une perspective de renforcement durable du maillage sécuritaire sur l'ensemble du territoire.

Tchaboré

RETOUR SUR L'ITINÉRAIRE D'UN BÂTISSEUR D'ÉTAT ET ARTISAN DE LA PAIX AFRICAINE

Figure majeure de l'histoire politique togolaise et acteur influent des dynamiques diplomatiques en Afrique de l'Ouest, le Président Gnassingbé Eyadéma a profondément marqué la trajectoire du Togo et contribué, pendant près de quatre décennies, à la stabilité politique et aux efforts de médiation dans plusieurs crises régionales. Son parcours, jalonné de défis, d'initiatives politiques et d'actions diplomatiques, s'inscrit dans une vision qu'il a constamment présentée comme orientée vers l'unité nationale, la paix et le développement.

Gnassingbé Eyadéma accède au pouvoir en 1967, dans un contexte africain marqué par les jeunes indépendances, les mutations institutionnelles et les rivalités politiques internes à plusieurs États. Officier de l'armée togolaise, il prend les rênes du pays avec l'ambition affichée de restaurer la stabilité et de renforcer l'autorité de l'État. Dès son installation à la tête du Togo, il s'attelle à la construction d'un appareil administratif et politique centralisé, qu'il considère comme un préalable à toute politique de développement durable.

Sous sa gouvernance, le Togo s'engage dans un vaste programme d'édification nationale. Le Président Eyadéma met l'accent sur la consolidation des institutions, la promotion de l'unité nationale et le renforcement du sentiment d'appartenance à une même communauté. Il initie plusieurs réformes administratives et encourage la création d'infrastructures publiques, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des transports et de l'énergie. Cette dynamique vise à améliorer les conditions de vie des populations et à poser les bases d'une économie structurée autour des ressources nationales, en particulier l'exploitation du phosphate, principal levier économique du pays à l'époque.

L'une des priorités majeures du Président Eyadéma a été la cohésion

sociale. Il développe une politique qu'il présente comme fondée sur le rassemblement des différentes composantes ethniques et culturelles du Togo. Cette orientation se traduit par la promotion de manifestations culturelles nationales et par la mise en avant de symboles d'unité destinés à renforcer le vivre-ensemble. Dans un pays caractérisé par sa di-



versité socioculturelle, cette politique se veut un instrument de stabilité et d'intégration nationale.

Au plan économique, le Président Eyadéma engage le Togo dans plusieurs programmes de modernisation. Durant les années 1970, le pays connaît une période d'expansion liée à la valorisation des ressources minières et à l'investissement dans les infrastructures portuaires et routières. Le développement du Port autonome de Lomé, notamment, s'inscrit dans cette stratégie visant à faire du Togo une plateforme logistique sous-régionale. Cette orientation économique contribue à renforcer la position stratégique du pays dans les échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest.

Parallèlement à son action intérieure, Gnassingbé Eyadéma s'impose progressivement comme un acteur diplomatique in-

fluent dans la sous-région. Convaincu que la stabilité nationale dépend également de l'équilibre régional, il multiplie les initiatives de médiation dans les crises politiques et militaires en Afrique de l'Ouest. Son engagement dans la recherche de la paix lui vaut une reconnaissance sur la scène africaine et internationale.

Le Président Eyadéma

joue notamment un rôle actif dans plusieurs processus de dialogue politique dans la sous-région. Il participe aux efforts de règlement de conflits en Afrique de l'Ouest, notamment dans les crises touchant le Liberia, la Sierra Leone et d'autres États confrontés à des troubles internes. Sa diplomatie, souvent fondée sur le dialogue direct entre les parties en conflit, privilégie les solutions négociées et le compromis politique.

Dans le cadre des organisations régionales, Gnassingbé Eyadéma s'illustre également par son implication au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il soutient les initiatives visant à renforcer l'intégration régionale, la coopération économique et la sécurité collective. Son engagement contribue à consolider le rôle de la CEDEAO comme mécanisme de prévention

et de gestion des conflits dans la sous-région.

Sur le plan continental, le Président Eyadéma participe activement aux travaux de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), devenue plus tard l'Union africaine. Il défend la souveraineté des États africains et plaide pour une solidarité renforcée entre les nations du continent. Il soutient également les initiatives visant à promouvoir le développement économique, la coopération Sud-Sud et la résolution pacifique des différends.

concertation en Afrique de l'Ouest.

Sur le plan social, le Président Eyadéma met en avant des politiques visant à améliorer l'accès aux services de base. Plusieurs programmes sont initiés dans les domaines de l'éducation et de la santé, avec la construction d'établissements scolaires, d'hôpitaux et de centres de formation. Ces initiatives s'inscrivent dans une volonté d'accompagner la croissance démographique et de préparer les jeunes générations à participer au développement national.

La longévité politique de Gnassingbé Eyadéma témoigne également de sa capacité à s'adapter aux mutations politiques internationales, notamment à partir des années 1990, période marquée par les revendications démocratiques sur le continent africain. Il engage alors des réformes politiques et institutionnelles destinées à accompagner l'évolution du système politique togolais vers le pluralisme.

Au-delà des réalisations matérielles et diplomatiques, l'héritage du Président Eyadéma repose sur une vision qu'il a constamment articulée autour de la stabilité, de l'unité et de la souveraineté nationale. Il a cherché à positionner le Togo comme un acteur respecté sur la scène régionale, capable de contribuer aux efforts collectifs de paix et de développement. Le parcours de Gnassingbé Eyadéma demeure étroitement lié à l'histoire contemporaine du Togo. Son action politique, diplomatique et institutionnelle a façonné les bases de l'État togolais moderne et influencé durablement les dynamiques politiques de la sous-région. À travers son engagement pour la paix et la coopération régionale, il a inscrit son nom dans l'histoire des dirigeants africains qui ont œuvré pour la stabilité du continent.

Aujourd'hui encore, son parcours continue d'alimenter les réflexions sur la construction des États africains, la consolidation de la paix et la recherche d'un développement durable fondé sur la cohésion nationale et la coopération régionale.

La Rédaction

À PARIS, UNE MESSE DU SOUVENIR POUR HONORER L'HÉRITAGE DU PRÉSIDENT GNASSINGBÉ EYADEMA

Vingt-et-un an après la disparition du président Gnassingbé Eyadema, une messe d'action de grâce a été célébrée samedi dernier en l'église de la Madeleine à Paris, haut lieu spirituel et symbolique de la capitale française. Cette célébration empreinte de recueillement a réuni de nombreux amis du Togo, des membres de la diaspora togolaise ainsi que des sympathi-



sants du parti Union pour la République (UNIR) venus de différentes régions de France.

La messe a été présidée par Monseigneur Patrick Chauvet, qui, dans son homélie, a invité les fidèles à être des acteurs positifs de leur environnement. S'inspirant des enseignements bibliques, il a exhorté l'assemblée à être « le sel qui donne le goût » et « la lumière qui éclaire », appelant chacun à poser des actes concrets de bienveillance et de solidarité autour de soi.

Rendant hommage à l'ancien chef de l'État togolais, le célébrant a mis en avant l'héritage laissé par le président Gnassingbé Eyadema, notamment son engagement en faveur de la paix et du développement, des valeurs qui continuent de marquer la mémoire collective et l'histoire du Togo.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités diplomatiques et politiques, parmi lesquelles Ouro-Koura Agadazi, ambassadeur du Togo en France, Charles Koffi Azilan, chargé d'Affaires du Togo auprès de l'UNESCO, ainsi que Nicolas Babina, président d'UNIR France. Leur participation a renforcé la portée symbolique de cette célébration, qui s'inscrit dans une dynamique de mémoire, de reconnaissance et de transmission.

À travers cette messe du souvenir, la communauté togolaise de France a tenu à saluer la mémoire d'un homme d'État dont l'action continue de susciter réflexion et attachement, tout en renouvelant un message d'unité, de paix et d'espérance.

La rédaction

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 09 AU 16 FÉV. 2026

PHARMACIE 2000
Bè kpota, BP 61194
96 37 94 25

PHARMACIE AJP-ABOLAVE
Djagblé sur la route d'Abolavé à 50 m de la CEET Djagblé
93506360

PHARMACIE ALTA
Agoè Anonkui Route Mission Tové en face du Centre Culturel Loyola
22259447

PHARMACIE AU GRAIN D'OR
Carrefour Zorobar, grand contournement
22 70 06 90

PHARMACIE AVEPOZO
A 600m restaurant Alice, Bè-kome, avépozo, 04 BP 353 Lomé 04
22 27 04 86

PHARMACIE BAGUIDA
Rte baguida-dévégo, BP 60767
22 35 47 77

PHARMACIE BETANIA
Rue sito, gblinkomé, 19 BP 243
96 80 10 11

PHARMACIE BETHEL
Bd. Du 30 Août, sur la route de kpalimé, adidogomé, BP1236
98 58 64 64

PHARMACIE BIEN ETRE
Boulevard du haho, hédzranawoé, BP 2933
22 26 45 16

PHARMACIE BIOVA
Bd. Felix Boigny, rue badjode, gbényédzi, BP 61347
70 23 19 23

PHARMACIE DE L'ESPERANCE
Rue de l'ogou, en face du lycée française nyékonakpo, BP 719
22 21 01 28

PHARMACIE DES ECOLES
Rte de kpalimé, face lycée technique adidogomé, 04 BP 74
22 51 75 75

PHARMACIE DES ETOILES
10, avenue de la nouvelle marché, BP 3484
22 22 45 04

PHARMACIE DES ROSES
Carrefour de l'union, vakpossito
70 42 37 72

PHARMACIE DIVINA GRACIA
Agoè fiovi, rond point Cool Catche
93 83 91 00

PHARMACIE DU CHATEAU D'EAU
Avenue augustino de souza, bè château, BP 60141
22 21 57 51

PHARMACIE EL-NISSI
DZOTSI KOMLA SENAM VICTOR ADIDOGOME APEDOKOE GBO-MAME 07
79 78 15 37

PHARMACIE EL-SHADAÏ
Atikoumé, en face de ESTAO
22 51 44 25

PHARMACIE EL-SHAMMAH
Amadahomé à côté de la maison des jeunes
22 46 93 50

PHARMACIE ENOULI
Face gare routière Agblalipédogan, BP 8613
22 25 90 68

PHARMACIE EVA
Sanguéra, non loin de T'OIL
92163232

PHARMACIE FOREVER
142, avenue des kondona, forever, BP 4884
22 26 11 77

PHARMACIE GRATITUDE
Grand contournement non loin du carrefour avinato à 100m de la clinique OASIS
92 18 94 85

PHARMACIE GREENRX
Ségbé dans l'immeuble Mabiz Plaza non loin de rond point Douane
92961919

PHARMACIE HOSANNA
Rond-Point Sagbado, à 100m d'EPP Sagbado, Adidogomé, 05 BP 77
97 77 69 59

PHARMACIE JEANNE D'ARC
Sur l'ancienne route d'Aného, BP 368
22 22 08 01

PHARMACIE KELEGOUGAN
Agoè-Kélégougan voie contournement à 100 m du Total Kélégougan et du bar Obrigado
92953838

PHARMACIE LA BARAKA
Agoe Logopé, non loin de l'Ecoke la BRUYERE à proximité du camp GP
90 17 49 28

PHARMACIE LA GRACE
Nationale N°1, face Terrain d'Agoè-Nyivé, BP 440
22 25 91 65

PHARMACIE LA MAIN DE DIEU
Agoè nouveau marché, vers le camp de police
22 52 77 55

PHARMACIE LA NOUVELLE TULIPE
Rte de Mission-Tové, près de la Station CAP Agoè-légbassito
99 47 00 70

PHARMACIE LE GALIEN.
Avenue Pya, Rue Pavée, Adidoadin, 05 BP 92
22 51 71 71

PHARMACIE LE ROCHER
Agoè Zongo, sur la nationale N°1, près du terrain de jeu de Golf
92 30 06 56

PHARMACIE L'AMITIE
72, avenue des hydrocarbures, entre soted et togogaz ; tokoin, BP 8648

22 21 74 47

PHARMACIE MAGNIFICAT
Aflao Yokoe, Rue De La Pampa à 100 M Du Palais Royal De Yokoe, Lomé
70 44 51 59

PHARMACIE MATHILDA
Rue des Evalas, Aflao Gakli, 05 BP 524
22 51 15 34

PHARMACIE NOTRE DAME DE LA TRINITE
30, Bd. De la paix, super Taco, BP 60154
98 46 50 88

PHARMACIE NOTRE DAME DE LOURDES
Bd. Adidoadin-Assiyéyé, Agoè Anomé, BP 05
22 44 01 01

PHARMACIE RAOUDHA
4495, Bd. Du Zio, Hédzranawoé, 3 BP 30153
91 61 33 32

PHARMACIE REGINA PACIS
Sur la Nationale N°1 Adétikopé près du Bar Sous l'Antenne
96 80 10 22

PHARMACIE ROBERTSON
31 avenue François Mitterand, nyékonakpoè, BP 81670
22 22 28 41

PHARMACIE SAINT KISITO
Bd. De la Kara, Tokoin Doumaséssé, BP 31369
22 21 99 63

PHARMACIE SAINT PHILIPPE
Zanguéra, Route Lomé-Kpalimé, près de la station de service OANDO
90 67 33 24

PHARMACIE SAINT PIO
Klobatémé, non loin du CMS Klobatémé à côté du Complexe Scolaire Bon Samaritain
93404040

PHARMACIE SANTA MADONA
Kégué, face Kader COUGBADJA et l'Eglise catholique Ste Thérèse
70 01 03 03

PHARMACIE SEPOPO
Adakpamé, grand contournement, rond point Sawleto non loin de la Station SOMAYAF
70 34 65 65

PHARMACIE TCHEP'SON
Face terminal du Sahel, Agoè zongo
96 90 04 64

PHARMACIE VOLONTAS DEI
Avédji carrefour SUN CITY
70 42 23 60

PHARMACIE ZOSSIME
Zossimé, route de Sanguéra près du marché de Zossimé
99 99 80 75

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Barkoissi

DEUX FORAGES D'EAU POTABLE REMIS AUX POPULATIONS GRÂCE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL

En marge des festivités marquant la célébration de la fête traditionnelle Koudapaani du Grand Oti, couvrant les préfectures de l'Oti et de l'Oti Sud, le Sénateur Noël Depoukn a procédé, le jeudi 29 janvier 2026, à l'inauguration de deux forages d'eau potable, au profit des populations des quartiers Lafia et Lantiglé, dans le canton de Barkoissi, chef-lieu de la commune de l'Oti 2.

Cette initiative sociale qui s'est concrétisée grâce au soutien du président du conseil Faure Essozimna Gnassingbé, a été accueillie avec enthousiasme par les bénéficiaires. Elle s'inscrit dans la dynamique de développement communautaire et d'amélioration durable des conditions de vie des populations, conformément à la vision portée par le Président du Conseil, en matière d'ac-

cès universel à l'eau potable. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs autorités administratives, politiques et traditionnelles, notamment le député, l'honorable Dr Demakou Yéndoubé, le maire de la commune de l'Oti 2, Dr Monkouna Lardja, assisté de ses adjoints Messieurs Yolapar Dammi Djati et Lare Latchrip, le secrétaire général de la commune, Monsieur Lamboni Kolani Djatigbé, le chef canton de Barkoissi, Monsieur Douti Toitre, ainsi que des représentants des organisations de développement à la base et des populations bénéficiaires. Prenant la parole, le Sénateur Noël Depoukn a invité les populations à s'unir pour exprimer leur reconnaissance au Président du Conseil pour sa politique de développement axée sur la satisfaction des besoins sociaux fonda-

mentaux, en particulier l'accès à l'eau potable. Il a rappelé le caractère vital de cette ressource dans la vie quotidienne et exhorté les bénéficiaires à faire preuve de responsabilité dans l'entretien et la gestion des ouvrages, afin d'en garantir la pérennité au profit des générations présentes et futures. Le Sénateur a, par ailleurs, encouragé chaque citoyen à s'impliquer activement, à son niveau, dans la quête collective du bien-être social, qui demeure une priorité nationale.

Dans une ambiance empreinte d'allégresse, les femmes, principales bénéficiaires de ces infrastructures hydrauliques, ont exprimé leur profonde gratitude et leur soulagement face à une réalisation qui met un terme aux longues corvées d'eau. Elles ont formulé des prières



pour la bénédiction du Sénateur Noël Depoukn, initiateur de cette action solidaire porteuse de progrès, et l'ont chargé de transmettre leur reconnaissance au Président

du Conseil pour ses efforts constants en faveur de l'épanouissement des populations, en particulier celles des zones rurales.

La rédaction

YAOUNDÉ AU CŒUR DES SOLUTIONS AFRICAINES POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Depuis lundi, Yaoundé s'impose comme la capitale africaine de la réflexion stratégique sur l'eau et l'assainissement. La capitale camerounaise accueille, du 9 au 13 février 2026, le 23^e Congrès international et exposition de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA), un rendez-vous majeur qui rassemble décideurs politiques, experts, opérateurs publics, partenaires techniques et financiers venus de tout le continent.

La cérémonie officielle d'ouverture, tenue le lundi 9 février, a été présidée par le ministre camerounais de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, en présence de plusieurs membres du gouvernement, dont Célestine Ketcha Courtès, ministre de l'Habitat et du Développement urbain, et Joseph Lé, ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. La rencontre a également enregistré la participation de nombreuses personnalités africaines et internationales, parmi lesquelles Cheikh Tidiane Dieye, ministre de l'Hydraulique et de

l'Assainissement du Sénégal et président du Conseil des ministres africains de l'Eau (AMCOW). Ouvrant la séquence des allocutions, le directeur exécutif de l'AAEA, François Olivier Gosso, a salué la forte mobilisation autour de ce congrès,

mental constitue une plateforme essentielle de partage d'expériences, d'innovations technologiques et de mobilisation d'investissements au service du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique.

potable sûre et le retard reste préoccupant en matière d'assainissement. Face à ces défis, le Congrès de Yaoundé ambitionne de faire émerger des réponses concrètes, en croisant expertise scientifique, innovation, gouvernance et financement.

ainsi à transformer les engagements politiques en actions opérationnelles durables.

En accueillant ce 23^e Congrès international de l'AAEA, le Cameroun offre à l'Afrique une tribune stratégique pour accélérer les réformes et ren-



rappelant le rôle central de l'association dans la promotion de solutions africaines, le renforcement des capacités et la coopération régionale. Pour le président du Congrès et directeur général de la CAMWATER, Dr Blaise Moussa, ce rendez-vous conti-

Placée sous le thème « Eau et assainissement pour tous : des actions fortes pour l'Afrique », la rencontre s'inscrit dans un contexte d'urgence. À quelques années de l'échéance de 2030, plus de 400 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à une eau

Au-delà des sessions plénières et des travaux techniques, l'exposition associée au Congrès constitue un espace clé de mise en relation entre opérateurs, industriels, chercheurs, start-ups et bailleurs de fonds. Les échanges engagés à Yaoundé visent

forcer la coopération continentale, avec un message clair : l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement est désormais un impératif de développement, de stabilité et de dignité humaine.

LM

Université de Kara

UNE RENTRÉE DOCTORALE SOLENNELLE POUR FAÇONNER LES CHERCHEURS DE DEMAIN

L'Université de Kara a officiellement lancé, le 06 février 2026, la rentrée doctorale des primo-doctorants au titre de l'année académique 2025-2026. Placée sous la supervision de la Professeure Prénom Houzou-Mouzou, présidente de l'institution, la cérémonie a réuni de hautes autorités académiques et administratives, notamment le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le gouverneur de la ville de Kara, le président de l'Université de Lomé, ainsi que l'ensemble de la communauté universitaire. Cette mobilisation remarquable illustre l'importance stratégique accordée à la recherche scientifique et à la formation doctorale dans la dynamique de la recherche-action au Togo. Inscrite sous le thème « Doctorant et gestion du temps », cette rentrée doctorale s'est voulue à la fois solennelle et pédagogique. Elle a permis de rappeler aux doctorants et à



leurs encadrants les exigences scientifiques, méthodologiques et éthiques qui fondent la formation doctorale. Dans son allocution, la présidente de l'Université de Kara a salué la présence des autorités et la forte mobilisation des étudiants, tout en situant l'événement dans son contexte académique. Elle a souligné que la rentrée doctorale constitue une étape déterminante,

symbolisant l'entrée des nouveaux doctorants dans un parcours exigeant, fondé sur la recherche, l'innovation et la quête permanente de l'excellence. Prenant la parole, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le professeur Gado Tchangbedji, a adressé ses félicitations à la présidente de l'Université de Kara pour les efforts constants consentis

en vue de garantir la qualité de la formation universitaire. Pour lui, la tenue de cette rentrée solennelle revêt une signification particulière, en ce qu'elle participe à la mise en place de chercheurs capables de proposer des solutions concrètes aux problématiques de la société, en phase avec les priorités nationales de développement. Les échanges scientifiques ont été enrichis par deux communications consacrées à la gestion du temps et au rôle de l'intelligence artificielle dans la recherche. Ces interventions ont mis en lumière la nécessité d'un usage responsable, critique et éthique de l'IA, présentée comme un outil d'appui au travail du chercheur, sans jamais se substituer à la rigueur scientifique, à la réflexion personnelle et à l'intégrité académique. Un panel animé par cinq enseignants-chercheurs a également suscité de vifs échanges autour du thème « Originalité, pertinence et authenticité : les piliers d'une recherche doctorale exigeante ». Les intervenants ont rappelé que la valeur scientifique d'une thèse repose sur la capacité du doctorant à produire un travail novateur,

méthodologiquement solide et conforme aux principes d'intégrité académique et aux standards internationaux. L'accent a été mis sur le développement de la pensée critique, l'ancrage des travaux dans des problématiques pertinentes pour la société et la garantie de l'authenticité des résultats. Cette rentrée doctorale marque ainsi une étape importante dans la formation des jeunes chercheurs de l'Université de Kara. Le représentant de l'École doctorale, le professeur Laré Kantchoa, a insisté sur les exigences liées à la conduite d'une thèse, notamment le respect d'un chronogramme rigoureux et la nécessité d'un dialogue constant entre doctorants et encadrants, gage d'une gestion efficace du temps et d'un encadrement de qualité. Au terme de cette cérémonie, ce sont 93 doctorants, dont 18 femmes et 75 hommes, qui s'engagent officiellement dans le parcours doctoral à l'Université de Kara, avec l'ambition de contribuer, par la recherche, au progrès scientifique et au développement du pays.

La rédaction

Eau partagée, vision commune

LES EXPERTS DU BASSIN DU MONO EN CONCLAVE À LOMÉ

Lomé abrite, du 10 au 12 février 2026, la 8^e réunion du Comité technique des experts (CTE) de l'Autorité du Bassin du Mono (ABM), en amont de la session ordinaire du Conseil des ministres de l'institution. Ce rendez-vous stratégique illustre la consolidation progressive de l'ABM comme cadre de référence pour la gestion concertée des ressources en eau communes au Bénin et au Togo, dans un contexte de pressions climatiques croissantes. Procédant à l'ouverture des travaux au nom du ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, le Conseiller technique Koumayi Assoutom a souligné le rôle central de l'eau comme facteur de paix, de stabilité et de développement durable. Onze ans après sa création en 2014, l'ABM s'affirme ainsi comme un mécanisme crédible de coopération transfrontalière, fondé sur le dialogue, la planification et l'action concertée. Les échanges ont permis de dresser un bilan jugé encourageant des activités menées en 2025. Sur le plan institutionnel, l'Autorité a renforcé ses capacités grâce au recrutement de cadres clés, à la modernisation de ses outils de gestion et à une amélioration notable de sa situation financière. Les ressources mobilisées ont dépassé 817 millions de FCFA, contre 306 millions l'année précédente, traduisant une dynamique de consolidation budgétaire. Au niveau opérationnel, la

mise en œuvre du projet Initiative régionale pour l'eau et l'environnement dans le bassin du Mono (IREE-Mono) a marqué une étape décisive avec le lancement de l'Analyse diagnostique transfrontalière, socle technique pour l'élaboration du futur Plan d'actions stratégiques du bassin. Dans le même temps, l'ABM a renforcé sa visibilité régionale et internationale à travers une participation active aux réseaux africains et mondiaux des organismes de bassin. La mobilisation accrue des partenaires techniques et financiers constitue un autre signal fort. La Banque africaine de développement a approuvé un financement d'un million

Eau Mono et Résilience Alimentaire », évalué à 15 millions d'euros. Pour le Directeur exécutif de l'ABM, Dadja Gnakpaou, ces avancées témoignent de la confiance renouvelée des États membres et des partenaires, tout en appelant à une accélération des actions dès 2026. Les priorités annoncées portent notamment sur le lancement de projets structurants, le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des conditions de fonctionnement de l'institution. Durant trois jours, les experts examineront les rapports d'activités, le budget 2026 et plusieurs dossiers stratégiques, avec l'ambition partagée de po-



d'euros destiné à l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE), tandis que l'Union européenne accompagne la maturation du programme «

sitionner l'Autorité du Bassin du Mono comme un modèle de gestion durable, intégrée et concertée des eaux transfrontalières.

La rédaction

Togo-Matériaux de construction

L'ÉTAT SERRE LA VIS POUR PROTÉGER LA SANTÉ DES CITOYENS

La délivrance du permis de construire au Togo s'inscrit désormais dans une dynamique renforcée de protection de la santé publique. Les substances dangereuses pour la santé, longtemps présentes de manière peu encadrée dans certains matériaux de construction, font à présent l'objet d'un contrôle strict et d'une réglementation claire, conformément à un arrêté interministériel récemment adopté par le gouvernement. Selon les dispositions de l'arrêté interministériel n° 725/MUHRF/MSHP/MERF/MATDCC en date du 23 août 2024, l'Etat togolais établit un cadre réglementaire précis visant à encadrer l'utilisation des matériaux de construction contenant des substances susceptibles de nuire à la santé humaine. Cette décision marque une étape importante dans l'assainissement du secteur du bâtiment et des travaux publics, tout en renforçant la sécurité sanitaire des populations. Désormais, les matériaux utilisés dans les projets de construction sont soumis à des exigences plus rigoureuses, intégrées dans le processus d'obtention du permis de construire. Cette approche permet non seulement de prévenir les risques sanitaires liés à l'exposition à certaines substances dangereuses, mais

aussi d'améliorer la qualité globale des constructions sur le territoire national. A travers cette mesure, les autorités entendent responsabiliser l'ensemble des acteurs du secteur, notamment les promoteurs immobiliers, les entrepreneurs, les fournisseurs de matériaux et les maîtres d'ouvrage. Le respect des normes établies devient une condition essentielle à la réalisation des projets, traduisant la volonté de l'Etat de concilier développement urbain, sécurité sanitaire et durabilité. Cette réglementation s'inscrit dans une logique de modernisation des procédures administratives et de renforcement de la gouvernance urbaine. Elle contribue également à aligner le secteur de la construction sur les standards de protection de la santé publique, en tenant compte des enjeux environnementaux et sanitaires actuels. En mettant sous contrôle les substances dangereuses présentes dans les matériaux de construction, le gouvernement affirme son engagement à bâtir un cadre de vie plus sain pour les populations, tout en instaurant une culture de prévention des risques. Une démarche qui fait du permis de construire non plus une simple formalité administrative, mais un véritable outil de protection de la santé et de l'intérêt général.

La rédaction



Fructueuse année
2026

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravie de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères vœux de santé et de prospérité dans vos affaires.

Votre dévouement et votre sens de civisme fiscal participent à la réalisation de l'ambition de faire du Togo un carrefour stratégique de promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bénir vos activités.

Yawa Djigbodi TSEGAN
Commissaire Général